

DURIS Jean-Pierre  
Commissaire enquêteur  
13 Allée des Violettes  
36130 DEOLS

Région Centre – Val de Loire

Département de l'Indre

## ENQUETE PUBLIQUE

du 3 novembre 2016 au 8 décembre 2016 inclus  
relative à la demande présentée par  
**Monsieur le Directeur des Ateliers Louis VUITTON**  
en vue d'exploiter une installation classée de fabrication  
d'articles de maroquinerie, soumise à autorisation,  
sur le territoire de la **commune de Condé**

## RAPPORT DE L'ENQUETE

Le 16 décembre 2016,  
Le Commissaire enquêteur,  
Jean-Pierre Duris



# Index

Objet de l'enquête publique .....	page 3
Textes généraux de référence .....	page 3
Dispositions réglementaires .....	page 3
Publicité de l'enquête .....	page 4
Permanences du Commissaire enquêteur .....	page 5
Historique de la demande .....	page 5
Composition du dossier mis à la disposition du public .....	page 5
Évaluation du dossier .....	page 6
Visite du site .....	page 6
Déroulement de l'enquête publique .....	page 9
Le bilan quantitatif de cette enquête .....	page 9
Les observations déposées .....	page 9
Remédier aux nuisances rapportées .....	page 10
Suggestions .....	page 10
Les points positifs .....	page 11
Les points négatifs .....	page 11
Quelques suggestions pour limiter les émissions de CO2 .....	page 12
Conclusion .....	page 14

## **Documents annexes :**

### **Annexe 1 :**

- Procès verbal de synthèse de l'enquête remis à Monsieur le Directeur des Ateliers Louis VUITTON d'Issoudun-Condé.

### **Annexe 2 :**

- Réponse de Monsieur le Directeur des Ateliers Louis VUITTON d'Issoudun-Condé.

### **Annexe 3 :**

- Attestations des parutions de l'annonce légale dans la presse

## **Objet de l'enquête publique**

Cette enquête a été sollicitée par Monsieur le Directeur des Ateliers Louis VUITTON en vue d'exploiter une installation classée de fabrication d'articles de maroquinerie, soumise à autorisation, sur le territoire de la commune de Condé.

En effet, cet atelier fait l'objet d'un classement ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) à divers titres :

- puissance électrique installée, rubrique 2360 ;
- stockage de gaz inflammables liquéfiés, rubriques 1412 et 4718 ;
- dépôt de peaux, rubrique 2355.

Si le dépôt de peaux ne nécessite qu'une simple déclaration, le stockage de gaz une déclaration avec contrôles périodiques, en revanche la puissance électrique installée de 600 kW est soumise à autorisation qui ne peut être délivrée par Monsieur le Préfet de l'Indre qu'après enquête publique.

## **Textes de référence**

- Articles L. 210-1 et suivants du Code de l'Environnement au titre de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) ;
- Directive européenne concernant l'ICPE JOUE (Journal Officiel de l'Union Européenne) n° 2010/75/UE du 24/11/2010, qui est une refonte des précédentes ;
- Rectificatif au JOUE n° L 158 du 19 juin 2012 ;
- Classement de l'entreprise par la DREAL le 25 février 2015 ;
- SDAGE 2016-2021.

## **Dispositions réglementaires**

### Autorité ayant prescrit l'enquête :

Monsieur le Préfet de l'Indre par arrêté préfectoral N° 2016-374-DDCSPP du 15 septembre 2016.

### Autorité ayant désigné les Commissaires enquêteurs :

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Limoges par décision N° E16-017/36 IC du 7 juillet 2016.

### Commissaire enquêteur titulaire :

Monsieur Jean-Pierre DURIS

### Commissaire enquêteur suppléant :

Monsieur Bernard MARCHAND

### Durée de l'enquête :

35 jours consécutifs du lundi 3 novembre 2016 au jeudi 8 décembre 2016 inclus.

### Siège de l'enquête :

Mairie de Condé (Indre).

## Publicité de l'enquête

L'annonce légale a été faite par le service SPAE de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations par voie de presse :

- dans la Nouvelle République du Centre Ouest, édition de l'Indre, quotidien de grande diffusion, éditions des lundis 7 et 17 novembre 2016 ;
- dans La Nouvelle République Dimanche, édition de l'Indre, hebdomadaire de grande diffusion, éditions des dimanches 6 et 16 novembre 2016.

Par ailleurs, l'annonce a également été publiée sur le site Internet des services de l'État : [www.indre.gouv.fr](http://www.indre.gouv.fr)

L'affichage de l'arrêté préfectoral a été correctement effectué à la Mairie de Condé ainsi que sur le site de l'atelier VUITTON, quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, au format et couleur convenables, j'ai pu moi-même le constater.



## **Permanences du Commissaire enquêteur**

Condé étant une petite commune d'environ 272 habitants (recensement de 2012), la Mairie n'est pas ouverte en permanence, la secrétaire de Mairie étant partagée avec la commune voisine de Lizerais.

Nous avons donc fait correspondre les permanences avec les temps d'ouverture de la Mairie, à savoir :

- le jeudi 3 novembre de 9 heures à 12 heures ;
- le mardi 8 novembre 2016 de 15 heures à 18 heures ;
- le vendredi 18 novembre 2016 de 14 heures à 17 heures ;
- le lundi 28 novembre 2016 de 9 heures à 12 heures ;
- le jeudi 8 décembre 2016 de 15 heures à 18 heures.

Cependant, le dossier et le registre d'enquête ont été tenus accessibles au public durant toute la durée de l'enquête aux heures d'ouverture de la mairie, à savoir :

- les lundis de 9h à 12h ;
- les mardis de 13h30 à 18h ;
- les jeudis de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 ;
- les vendredis de 14h30 à 17h00.

## **Historique de la demande d'autorisation**

Une première demande a été effectuée en 2014, mais a dû être remise à jour suite aux évolutions des textes officiels. En 2016, après avoir été programmée en septembre, le changement de SDAGE a obligé à revoir le dossier, et l'enquête a été repoussée au mois de novembre, après accord de conformité de la DREAL.

## **Composition du dossier mis à la disposition du public**

Le dossier de présentation à l'intention du public est composé d'un épais classeur comportant:

- une présentation de la société Louis VUITTON, les raisons de son classement et le descriptif technique des installations et procédés ;
- une étude d'impact sur l'environnement ;
- une étude des dangers potentiels liés à l'activité de l'atelier ;
- une notice relative à l'hygiène et à la sécurité du personnel de l'atelier ;
- un résumé non technique permettant d'aller à l'essentiel de chacun des points traités sans connaissances particulières ;
- un plan détaillé de l'atelier de Condé.
- en annexes, tous les documents provenant d'organismes de contrôle prouvant la véracité des éléments avancés dans le dossier technique.

## Évaluation du dossier de présentation

Après une lecture attentive de ce dossier, il apparaît que tous les éléments permettant de juger du niveau de sécurité mis en œuvre par l'entreprise y sont clairement exposés.

Le seul regret que je formulerais est que les résumés non techniques, « Étude d'impact » et « Étude des dangers », les seuls accessibles à la majorité des publics, ne soient pas mis en exergue mais noyés au cœur du dossier. Ceci dit, la présentation sous forme de classeur permet leur déplacement en tête de dossier.

## Visite du site

À ma demande auprès de Monsieur Mickaël FAVRE, responsable des bâtiments sur les sites de Saint Pourçain (03) et Issoudun/Condé, Monsieur MARCHAND et moi-même avons pu réaliser une visite approfondie du site, et notamment de ses équipements techniques de façon à pouvoir confronter la réalité au déclaratif du dossier.

Le premier étonnement, c'est que les bâtiments de l'atelier ne sont pratiquement pas visibles de la route, reliant Issoudun à La Châtre, et très bien intégrés dans le paysage, pourtant très plat, de la Champagne Berrichonne. Il faut prendre la voie d'entrée pour les découvrir derrière un imposant portail double automatisé. De l'extérieur, la structure est moderne et a certainement pu être qualifiée de « futuriste » à l'époque de son inauguration en 2002. Il s'agit d'un énorme « vaisseau » de verre et de métal, avec une toiture plate débordant très largement des parois qui la supportent.



Une allée en pente légère conduit jusqu'au parking, situé à gauche au-dessous du niveau du rez-de-chaussée de l'atelier. Des talus plantés de plantes décoratives séparent plusieurs zones de stationnement. Des marches permettent de les gravir, et des allées cimentées à leurs sommets permettent d'accéder à l'entrée principale de l'atelier. Ainsi, depuis le bâtiment, le parking n'est pas visible et ses émissions de bruit peu audibles.

En revanche, sur la droite, une vaste rotonde vitrée est nettement visible : il s'agit de la salle de restauration, entourée d'une large terrasse équipée de tables de pique-nique où les employés peuvent, s'ils le désirent, s'installer aux beaux jours pour se restaurer.

Un sas, dans lequel il faut à nouveau « montrer patte blanche », permet d'accéder aux locaux. Tout d'abord, « la rue », large couloir qui distribue les différentes zones, et sert également de hall d'exposition des produits de la marque et de lieu de détente. On y remarque de nombreux fauteuils et canapés, des postes informatiques en libre-service, des fontaines à eau, des toilettes spacieuses. L'endroit est lumineux et agréable.

Monsieur FAVRE et Monsieur Frédéric LORNAND, responsable d'atelier et ergonome, seront nos guides pour cette visites. Ils seront accompagnés, au long de notre parcours, par Messieurs CHAMPAGNAT, ancien responsable de la maintenance, qui continue de faire quelques vacations afin de « tuiler » avec son successeur, Monsieur CHERION, ainsi que par Monsieur GIRAUDET, responsable de la gestion des déchets.

Nous traversons dans un premier temps les cuisines, inox et faïences blanches, installation semblable à toutes les cuisines de collectivité, liaisons chaudes et froides, armoires frigorifiques, lavage de la vaisselle, réfrigération des déchets alimentaires. Puis nous nous rendons sur le site de tri des déchets issus de la production. Tous sont scrupuleusement triés et, autant que possible, valorisés. Par exemple :

- les coupes de cuir de taille relativement importante sont revendues ;
- les accessoires métalliques dorés (fermoirs, chaînes, anneaux, etc...) sont retraités par une entreprise spécialisée et l'or est récupéré : de 1 à 2 kilos par an.

En revanche, certains déchets « sensibles » sont broyés pour empêcher toute réutilisation ou « piratage ». Ce sont ceux qui portent le logo de la marque Louis Vuitton.

Bidons de colle et de teinture sont placés dans des containers à part, bien que ces produits soient maintenant tous sur des bases aqueuses, sans effluves ni produits toxiques pour l'environnement.

La gestion des déchets n'appelle aucun reproche ni aucune remarque particulière.

Face à cette zone se trouve la station d'épuration spécifique à l'atelier, un dispositif aux dimensions et caractéristiques de celui d'un village. Elle reçoit les effluents des cuisines et des sanitaires de l'atelier exclusivement.

Tout près, une citerne de 28 tonnes de gaz liquéfié alimente deux chaudières gaz en fonctionnement alternatif (l'une pouvant suppléer à l'autre en cas de défaillance ou d'entretien) qui assurent le chauffage du site en hiver. Nous visitons également le local dédié aux installations de climatisation, d'une puissance comparable à celles du chauffage, mais cette fois pour rafraîchir les locaux en été tout en maintenant un degré d'hygrométrie convenable, tant pour le confort des employés que pour le maintien des qualités des matériaux, cuir notamment.

Nous parcourons ensuite les coursives techniques supérieures, en suivant les conduites qui distribuent l'ensemble de l'atelier. Ce parcours, interdit à tout public, est réservé aux personnels d'entretien et de maintenance. Privilège rare, nous avons pu observer l'ensemble de l'atelier depuis un balcon situé à environ 7 mètres de hauteur sur une hauteur totale de 9 mètres. Au-dessous travaillaient environ 200 personnes utilisant au moins cent cinquante machines de toute sorte, de la table de découpe aux piqueuses de finition, machines de parage du cuir, etc... sans compter les engins de transport des matériaux, le petit « train » qui distribue les caisses de pièces découpées et récupère les objets confectionnés, ainsi que quelques robots en expérimentation. Ce qui est incroyable, c'est que nous pouvons converser normalement, sans élever la voix et sans être gênés par le bruit. Des toiles-filets, tendues à neuf mètres du sol, soutiennent des couches de mousse insonorisante. Une grande partie des bruits est ainsi absorbée et leur propagation sur les parois est annulée. Bien évidemment, lorsque nous descendons dans l'atelier même, à proximité de chaque machine en fonctionnement le bruit est normalement perceptible. En revanche, il n'y a pas cumul sonore avec les bruits émis à l'autre bout de l'atelier, ni effet de caisse de résonance.

Nous avons pu voir dans ce parcours toutes les armoires techniques de pilotage des systèmes, électricité, chauffage, climatisation, communication, ainsi que les systèmes de sécurité propres à chacun d'eux. Toutes les installations techniques, potentiellement « à risque », sont séparées des ateliers et lieux de vie par d'épais murs de maçonnerie. Les magasins où sont stockés les peaux et autres matériaux sont séparés de la même manière, placés géographiquement à l'opposé des systèmes techniques, et ouvrent sur l'atelier par de lourdes portes pare-feu. De nombreux extincteurs sont placés dans tous les points stratégiques de l'atelier et les employés reçoivent une formation aux gestes à réaliser en cas de départ d'incendie, et des exercices d'évacuation ont lieu chaque année. D'après le dossier de présentation de l'enquête, l'incendie est en effet le risque ciblé le plus important, tous les autres étant qualifiés de faibles ou nuls.

Dans l'atelier lui-même, l'impression est remarquable. En effet, il est vitré du sol au plafond (9 mètres!) sur trois côtés, et fait penser à une gigantesque véranda. On comprend bien la raison des larges débordements de



toiture, qui jouent le rôle de pare-soleil aux beaux jours. La vision offerte aux employés est un paysage de nature et de verdure. Les voies de circulation, le parking, tout est en contrebas et invisible depuis l'atelier. La terre extraite lors de la construction a été érigée en hauts talus enherbés sur trois côtés, avant, arrière et droit, rendant de fait les bâtiments invisibles depuis la route. Sur le quatrième côté, une clôture grillagée doublée d'un fossé interdit toute pénétration du site, notamment avec un véhicule. Un chemin de promenade avec quelques bancs a été aménagé sur le sommet des talus, offrant aux employés un espace de détente durant la pause méridienne.

À l'arrière des bâtiments, deux bassins de rétention d'eau ont été creusés. L'un est destiné à une éventuelle intervention des pompiers ; son niveau est maintenu constant par une conduite directe depuis le château d'eau de Condé. L'autre sert de rétention des eaux pluviales provenant de l'immense toiture ; elles s'y décantent avant d'être rejetées dans la nature et sa qualité est contrôlée. En cas d'incendie et d'intervention des pompiers, l'évacuation de ce bassin de rétention peut être fermée de façon à ne pas rejeter d'eaux polluées par ruissellement sur des produits utilisés dans les ateliers.

Lors de la visite des ateliers proprement dits, cette qualité environnementale est frappante : clarté, faible niveau de bruit, paysage. On dit que la seule chose qui puisse distraire les employés, ce sont des chevreuils ou des sangliers dans les champs voisins... Cette volonté de placer les ateliers « à la campagne » est une politique du groupe et inspirée de Louis VUITTON lui-même. La qualité des conditions de travail ne s'arrête pas là. L'organisation du travail y est également pour beaucoup. La fabrication d'un type d'objet est confiée à un groupe d'employés qui en effectuera toutes les tâches d'élaboration de A à Z, hormis la préparation des matériaux à utiliser (modèle suédois, utilisé notamment chez Volvo). Chacun peut (doit) changer de poste de travail, et tous voient le produit fini. Même au contrôle des peaux ou à la coupe, la durée au même poste de travail n'excède pas une demi-journée. On est loin du travail posté « à la chaîne », ce qui limite à la fois la lassitude et les troubles musculo-squelettiques. Chacun est également contraint à une certaine polyvalence, professionnellement très enrichissante. L'attention est également mobilisée, ce qui augmente la concentration et limite les accidents du travail : aucun depuis le 1er janvier 2016, pour une moyenne globale de 0,6 depuis l'ouverture de l'atelier en 2002. Le responsable sécurité/santé, Monsieur LORNAND, est également ergonome, et ce n'y est sans doute pas pour rien. De plus, un animateur de shiatsu vient diriger une séance de décontraction hebdomadaire. À noter que chaque employé est responsable de la propreté de son site de travail, machine et sol, bien que les ateliers soient intégralement nettoyés chaque fin de semaine par une entreprise spécialisée, et les voies de circulation, sol en carrelage clair, lavées chaque mercredi soir. Un atelier plus petit est réservé aux cuirs spéciaux « exotiques », crocodile, serpent, autruche... À notre question de savoir si chaque employé était contrôlé ou évalué, tant en qualité qu'en productivité, il nous a été répondu en aucun cas, seule compte la qualité du produit réalisé. Chacun est ainsi responsabilisé individuellement et au niveau de son groupe. Par ailleurs, les salaires perçus ont la réputation au local d'être bons. Mais l'exigence est la plus élevée qui soit : zéro défaut.



*Objet du catalogue dont j'ai pu observer la réalisation.*

De lourdes portes pare-feu séparent l'atelier des zones de stockage, auxquelles on ne peut accéder sans chaussures de sécurité. Partout, dans toutes les zones de travail, des extincteurs sont à portée ainsi que des coupe-circuits de sécurité de type « coup de poing ». Les plans d'évacuation sont affichés et clairs, des entraînements du personnel sont effectués régulièrement.

Sécurité encore, dès la construction de l'atelier en 2002, une voie d'accès double sens entre la départementale



et le site a été aménagée. Ainsi, les véhicules venant d'Issoudun n'ont pas à traverser la voie opposée mais empruntent un tunnel creusé sous la départementale, ce qui fluidifie et sécurise la circulation, notamment aux heures d'ouverture et de fermeture des ateliers.

Au cours de cette visite, deux défauts mineurs ont été relevés : quelques cartons d'emballage traînaient au pied d'un escalier extérieur, une armoire de brassage était restée ouverte avec un faisceau de câbles qui en bloquait la porte. Immédiatement, les téléphones furent dégainés pour une intervention immédiate des personnels concernés d'une part, de l'entreprise sous-traitante d'autre part.

En conclusion, j'ai pu vérifier par moi-même que la réalité est absolument conforme aux déclarations du dossier de l'enquête. Je n'ai trouvé aucun hiatus entre les installations et le descriptif, je dirais même que le niveau qualitatif de l'existant est au-delà de ce que l'on pourrait attendre. Car l'outil n'est rien s'il n'est accompagné de rigueur et professionnalisme. Visiblement, cet outil de production fait partie d'un groupe qui a les moyens de faire ce qui se fait de mieux pour la sécurité et le confort de ses employés. Bien sûr, au regard des nouvelles normes environnementales, cet atelier de 2002 n'est plus parfait. L'immense verrière, la hauteur sous plafond, constituent des « gouffres » énergétiques tant l'hiver que l'été, et il serait bien difficile aujourd'hui d'en limiter l'impact environnemental sans travaux colossaux. Quoi que... certaines pistes seraient à creuser.

### **Déroulement de l'enquête publique**

Les conditions de tenue des permanences étaient parfaites, disposant de la salle du Conseil séparée de l'accueil et du secrétariat par un couloir et deux portes garantissant la confidentialité. La salle est vaste, claire et fraîchement rénovée, avec un accès indépendant sur l'extérieur.

Les permanences se sont tenues aux jours et aux heures prévus par l'arrêté préfectoral.

### **Le bilan quantitatif de cette enquête :**

Si l'on excepte un journaliste de la Nouvelle République venu faire un reportage, Messieurs FAVRE, TIZON et LORNAND des Ateliers Louis VUITTON venus faire connaissance et s'assurer du bon déroulement de l'enquête, le Maire de Condé et quelques conseillers municipaux de passage à la mairie, souhaitant juste savoir le pourquoi de l'enquête publique, seules deux personnes se sont présentées aux permanences.

Par ailleurs, aucun courrier, aucun message numérique n'ont été reçus, et aucune personne n'a souhaité consulter le dossier en dehors des permanences.

### **Les observations déposées :**

L'article paru dans la « Nouvelle République » a déclenché les deux visites lors de la seconde permanence.

Il s'agissait d'abord de Monsieur MOREAU, ancien Maire de Condé en exercice lors de la construction de l'Atelier VUITTON, au début des années 2000. On peut dire que cette réalisation est son « bébé » et qu'il y est très attaché. Il était donc soucieux de savoir si une quelconque menace pesait sur l'entreprise, j'ai pu le rassurer d'autant que les dirigeants évoquent plutôt une quarantaine de recrutements qu'une baisse d'activité. Nous avons pu évoquer ensemble la genèse du projet et l'implication forte de la municipalité de Condé qui, malgré de faibles moyens, s'est impliquée fortement dans la viabilisation du terrain, voies d'accès, adduction d'eau et d'électricité. Cet investissement s'est avéré extrêmement rentable, puisque les retombées économiques de l'Atelier VUITTON représentent environ un tiers des revenus de la commune de Condé, un autre tiers provenant des pylônes haute tension de ERDF, le reste étant constitué par les impôts locaux et les diverses subventions. Quand l'Atelier s'est ouvert en 2002, il comptait plus d'employés (environ 250) que d'habitants dans la commune (environ 230). Aujourd'hui, la population est remontée à 272 habitants, en partie grâce aux emplois créés. Condé est une des rares communes aux finances saines, sans endettement et en croissance. Si elle disposait de terrains, des lotissements trouveraient certainement preneurs.

J'ai ensuite reçu Monsieur BEAUVAIS, agriculteur et plus proche voisin de l'Atelier VUITTON. Ce Monsieur est venu déposer trois observations concernant certaines nuisances qu'il estime subir. Il s'agit de :

- l'éclairage nocturne du site *a giorno*, donc d'une pollution lumineuse ;

- le bruit de la tour réfrigérante de la climatisation qui est gênant en été lorsqu'il dîne sur sa terrasse, donc d'une pollution sonore ;
- enfin et surtout, des camions de livraisons qui s'égarent jusque dans la cour de sa ferme, parfois même en pleine nuit lorsqu'ils viennent de loin (pays de l'est).

Ces observations ne concernent pas directement l'objet de l'enquête et me semblent hors sujet, même si les deux premières se réfèrent à des consommations électriques. Cependant, l'enquête était pour Monsieur BEAUVAIS l'occasion d'exprimer ses griefs à l'entreprise VUITTON que je n'ai pas manqué d'interpeller sur ces sujets. J'ai ressenti de la part de Messieurs FAVRE, TIZON et LORNAND une immédiate prise en compte et le souci empressé de répondre au plus vite à ces problèmes de voisinage, montrant s'il en était besoin que rien ne doit être laissé au hasard ou sous-estimé.

### **Remédier aux nuisances rapportées :**

À plusieurs reprises, nous avons évoqué ces trois nuisances signalées avec les dirigeants de Ateliers VUITTON.

Il est bien évident que l'éclairage nocturne correspond au souci de sécurité du site et de sa surveillance, qu'elle soit physique par un prestataire ou électronique par caméras. La production de produits de luxe peut attirer des convoitises, et la sécurité anti-intrusion est indispensable.

La climatisation l'est également en été, du fait de la conception de l'atelier avec une vaste surface vitrée. Le tout est de savoir si, à plus de sept cents mètres, malgré les talus et un bosquet, le niveau de bruit ressenti constitue une réelle nuisance sonore.

Enfin, concernant les poids lourds de livraisons, le problème a déjà été constaté et des tentatives de solution ont été mises en place, comme une signalisation renforcée depuis Issoudun. Son origine se trouverait dans l'adresse du site, un lieu-dit, qui conduit directement à la ferme de Monsieur BEAUVAIS lorsqu'elle est tapée sur les GPS. Les coordonnées GPS exactes de l'Atelier VUITTON ont cependant été inscrites sur tous les bons de commandes diffusés chez les fournisseurs. Mais il s'avère que, dans le traitement des commandes, seule l'adresse postale subsiste pour les transporteurs, ce qui rend cette précaution inopérante.



*Signalisations mises en place dans le sens Issoudun-La Châtre (1 et 2) et La Châtre-Issoudun (3)*

### **Suggestions :**

Il serait peut-être bon pour l'image de l'entreprise d'apporter une réponse à Monsieur BEAUVAIS, d'abord par un courrier lui indiquant la prise en compte de ses griefs et les efforts réalisés pour y remédier.

Ensuite, il faut comprendre qu'en rase campagne, en l'absence d'éclairage public et du bruit de fond permanent des villes, la moindre source de nuisance peut prendre des proportions sans commune mesure avec les critères habituels.

Peut-être serait-il souhaitable d'envisager de limiter l'éclairage nocturne du site, de bien s'assurer que seuls des éclairages orientés **du haut vers le bas** sont en fonctionnement, voir de recourir à des éclairages pilotés par **détecteurs de présence**, sans pour autant pénaliser la sécurité anti-intrusion.

Peut-être faut-il également envisager la pose d'une **barrière acoustique** autour des ventilateurs de la climatisation.

Enfin, concernant les camions de livraison égarés, peut-être faudrait-il insister auprès des fournisseurs pour transmettre aux transporteurs des coordonnées GPS correctes. L'ultime action possible serait d'installer une **signalisation supplémentaire à l'entrée de la propriété de Monsieur BEAUVAIS**, pour indiquer la bonne direction du site. Ce serait certainement pour lui une preuve tangible de bonne volonté.



*Sur cette vue satellite, l'éloignement minimum des habitations est de 780 mètres.*

### **Les points positifs relevés au cours de l'enquête :**

Le point positif majeur de cette enquête est que, malgré quinze heures de permanences effectuées, aucune observation n'a été déposée allant à l'encontre du dossier mis à disposition du public et de la demande formulée.

En effet, les observations déposées par Monsieur BEAUVAIS ne remettent en aucune façon en cause l'autorisation pour l'Atelier Louis VUITTON de disposer d'une puissance électrique de 600 kW pour faire fonctionner le site, et n'impactent pas la possibilité d'en poursuivre l'exploitation.

Par ailleurs, la visite du site m'a permis de constater *de visu* que la réalité correspondait absolument au déclaratif du dossier présenté, et que la description des mesures de sécurité et de préservation de l'environnement mises en place n'était pas surfaite. J'ai pu également constater que le personnel chargé de mettre en œuvre les mesures de préservation des personnes et de l'environnement agissaient avec un professionnalisme et une efficacité remarquables.

### **Les points négatifs :**

L'unique point négatif que je peux relever, c'est le peu d'implication du public par rapport à cette enquête. Je suis notamment étonné qu'aucun des employés de l'entreprise ne soit venu au moins s'informer de sa teneur.

## Quelques suggestions pour limiter les émissions de CO2 :

Les bâtiments qui composent l'atelier Louis VUITTON de Condé sont remarquables à maints égards, parfaitement équipés et offrent un confort de travail optimal aux employés ainsi qu'un haut niveau de sécurité.

Hélas, ils ont été inaugurés en 2002, à une époque où l'on commençait tout juste à se préoccuper de performance énergétique, et encore n'était-ce que par souci économique consécutif aux différents chocs pétroliers. La réglementation thermique n'en était qu'à ses balbutiements, il est même probable que le projet ait été accepté avant la parution de la RT 2000.

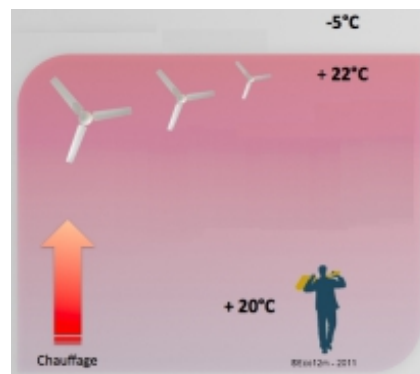
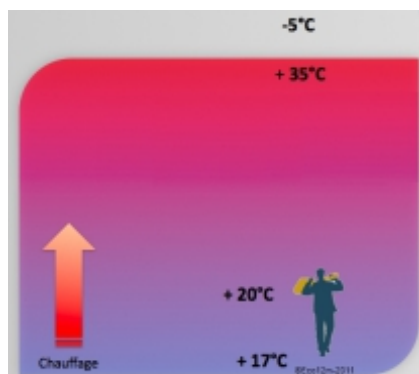
Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'impact environnemental de la consommation d'énergie ait peu ou pas été pris en compte. L'écart se mesure avec le dernier atelier construit aux normes H.Q.E. (haute qualité environnementale).

Cependant, il ne faut jamais baisser les bras *a priori* en pensant que la conception des bâtiments est ce qu'elle est et qu'on ne peut rien y changer, si ce n'est tout abattre et reconstruire. Certes, on ne transformera pas un tel atelier en bâtiment H.Q.E., mais on doit pouvoir en limiter l'impact environnemental et, par la même occasion, réaliser des économies substantielles sur le chapitre énergétique du budget de fonctionnement.

Reste à savoir si ces économies produiront un retour suffisamment intéressant sur les investissements nécessaires, seuls des experts seront capables de le calculer. Je me bornerai donc à émettre quelques suggestions, qui n'ont aucunement valeur de préconisations et qui, par conséquent, n'obligent absolument pas à être suivies d'effets. Disons que je sème quelques « graines », idées dont certaines pourront peut-être un jour se développer...

### Un atelier « gouffre énergétique » :

- Par son volume, et notamment sa hauteur sous plafond de neuf mètres, par le fait qu'il soit intégralement vitré sur trois faces, l'atelier de production est à l'évidence ce que l'on appelle un « gouffre énergétique ».
- Le vitrage, fut-il double, triple, athermique, etc... ne sera jamais aussi isolant qu'un mur convenablement isolé. Si l'on convient que l'intérêt esthétique et de confort de travail prime, il faut admettre cette déperdition importante comme un fait établi, tant par conduction que par rayonnement.
- En revanche, la hauteur sous plafond pourrait être un paramètre modifiable, notamment par le filet supportant le matériau anti-bruit. L'idée a déjà, semble-t-il, été explorée, peut-être serait-il bon d'y revenir, notamment en fonction de l'évolution des matériaux, à la fois isolants thermiquement et phoniquement.
- Si aucune solution n'est envisageable dans cette direction, il existe d'autres possibilités pour lutter contre le phénomène de **stratification thermique**, commun à tous les espaces clos de grand volume (gymnases, salles de spectacle, amphithéâtres, etc...).



- Il s'agit simplement d'utiliser des **déstratificateurs**, qui récupèrent l'air chaud au plafond et le renvoient en permanence au niveau du sol. Ces dispositifs permettent, à confort égal, une



diminution significative de la consommation énergétique, de l'ordre de 20 à 30% (selon les fournisseurs), plus probablement de 10 à 15% dans la réalité, pour un investissement relativement faible.

- À noter que toutes les parties maçonnées, en majorité sous bardage décoratif, pourraient être utilement isolées par l'extérieur sans modification de l'aspect, après dépose et repose du bardage existant. Mais je crois qu'un projet d'isolation des parties hautes est en cours.

#### *Une source de chauffage exclusivement fossile :*

- ✓ L'autre levier sur lequel il est possible d'agir efficacement, c'est la source de chauffage. Actuellement au gaz liquéfié, ce qui est moindre mal par rapport au fuel, il existe une alternative aux avantages multiples, les pompes à chaleur (P.A.C.) et en l'occurrence sur forages verticaux.
- ✓ Les sept hectares du site offrent toute possibilité d'effectuer les forages nécessaires pour aller récupérer les calories sous terre, sachant qu'au-delà de 2,50 mètres de profondeur la température est quasi constante, autour de 12° Celsius, et augmente ensuite de 3° tous les 100 m.
- ✓ La P.A.C. est un dispositif électrique comparable à un réfrigérateur inversé, qui concentre les calories prélevées dans le sol pour les envoyer, via un échangeur, dans le circuit de chauffage existant. Sur forages verticaux, le coefficient de performance (COP) peut atteindre 4 à 5, soit 1 kW consommé pour 5 kW de chaleur utile.
- ✓ **Premier avantage :** une réduction substantielle de la facture énergétique, divisée par 4 ou 5.
- ✓ **Second avantage :** les P.A.C. sont réversibles, c'est à dire qu'elle sont capables d'assurer la climatisation en été selon le même principe, inversé cette fois, et peuvent se substituer aux dispositifs de climatisation existants avec une consommation également moindre.
- ✓ **Avantages annexes :** suppression de la cuve de stockage du gaz liquéfié ainsi que des points de flammes des chaudières, donc une sécurité accrue ; suppression des tours réfrigérantes et des nuisances sonores qu'elles engendrent ; réduction et simplification des systèmes et donc de leur maintenance ; la quantité considérable d'émission de CO2 épargnée et donc l'aspect de durabilité d'une telle réalisation.
- ✓ **L'inconvénient majeur** du procédé est le montant de l'investissement, forages et pompes à chaleur, là encore un expert est nécessaire pour déterminer le temps de retour sur investissement.

#### *Pour conclure ce chapitre :*

Dans le cas précis du site de Condé, il semble que l'efficacité maximale d'un plan d'amélioration des performances énergétiques tiendrait en deux points :

- mettre en place des **déstratificateurs thermiques** dans l'atelier pour homogénéiser la température de l'air et diminuer les besoins en chauffage ;
- remplacer les chaudières gaz et la climatisation par des **pompes à chaleur réversibles** sur forages verticaux.

Ce duo, en limitant le besoin d'une part et en utilisant les calories gratuites du sol d'autre part, est susceptible d'apporter l'économie la plus significative, tant en terme financier qu'environnemental, en diminuant considérablement les émissions de CO2 (d'un facteur 4 à 5).

Mais ce n'est que mon avis...

## Conclusion

L'objectif « zéro défaut » est attaché aux produits des Ateliers Louis VUITTON. Et l'on perçoit bien que ce « zéro défaut » rejaillit sur la culture globale de l'entreprise. Les bâtiments et les équipements n'échappent pas à cet état d'esprit, tant dans leur conception que dans leur gestion et leur entretien.

Une équipe dirigeante jeune, au dynamisme communicatif, est le vecteur de cette culture dans l'entreprise, et ne laisse rien au hasard ou dans un état approximatif.

Les désagréments ressentis par le plus proche voisin, unique observation déposée, peuvent assez facilement recevoir des améliorations. Ils restent cependant limités et ne remettent aucunement en cause l'exploitation de l'atelier.

En conséquence, il semble que ce site ne représente aucune menace tant pour l'environnement que pour la santé de ses salariés et doit pouvoir poursuivre son activité dans des conditions de sécurité optimales.

La perfection n'étant jamais atteinte, des améliorations sont encore possibles, notamment au niveau du bilan carbone du site, mais ceci n'a pour l'instant aucun caractère obligatoire. Ce ne sont que des pistes de réflexion, mais il serait bon de s'y pencher car des évolutions de la législation toujours possibles pourraient devenir plus contraignantes à ce niveau.

Le 16 décembre 2016,  
Le Commissaire enquêteur,  
Jean-Pierre Duris,



# **ANNEXE 1**



**Insérer ici le fichier .pdf « Procès verbal de synthèse »**

## **ANNEXE 2**

Monsieur Jean-Pierre DURIS  
Commissaire Enquêteur  
13, Allée des Violettes  
36 130 DEOLS

Condé, le 12 Décembre 2016

**Objet : Demande d'Autorisation d'Exploiter ICPE / Atelier de Condé – Réponse au procès-verbal à M. DURIS – Commissaire Enquêteur.**

Monsieur Duris,

Pour faire suite à l'enquête publique menée du 3 Novembre au 8 Décembre 2016 dans le cadre de la régularisation administrative de notre atelier de Condé au regard de la législation ICPE, et en lien avec le procès-verbal nous étant parvenu par e-mail le 9 Décembre 2016, ce dernier n'apporte pas d'observations particulières de notre part, exceptées les réponses ci-après quant aux observations émises :

- S'agissant de la pollution lumineuse nocturne, une visite spécifique sera réalisée prochainement afin de nous assurer de l'absence d'un dérèglement quelconque de nos installations ;
- S'agissant du bruit émis par les « climatiseurs », en l'occurrence la présence d'un seul groupe froid, des mesures de bruit en extérieur seront réalisées après l'obtention de notre arrêté préfectoral. Le cas échéant, des actions correctives pourront être menées afin de minimiser ces nuisances ;
- S'agissant des intrusions « intempestives » dans la propriété du plus proche voisin, l'adresse sera modifiée dans nos bons de commandes afin d'éviter tout gêne inutile.

Je reste bien évidemment à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prie de recevoir, Monsieur Duris, mes sincères salutations.

Jean-Marie TIZON  
Directeur des Ateliers Louis Vuitton

## **ANNEXE 3**

**Insérer ici les fichiers .pdf « Attestations de parutions »**